



À PROPOS DU PERMIS L3 – CONSEILLER JURIDIQUE CANADIEN

En vertu de l'Accord de libre circulation nationale au Québec, les avocats du Québec qui satisfont aux exigences énoncées dans le paragraphe 10.0.01 du Règlement administratif n° 4 peuvent exercer en Ontario comme conseillers juridiques canadiens.

Un titulaire de permis qui est approuvé pour un permis de catégorie L3 est autorisé à poser les actes suivants en vertu du paragraphe 2 (3) du Règlement administratif n° 4 :

1. Donner des conseils concernant :
 - i. les lois du Québec
 - ii. les lois du Canada,
 - iii. le droit international public.
2. Choisir, rédiger, terminer ou réviser un document devant servir dans une instance tenue à l'égard d'affaires concernant les lois du Canada.
3. Agir pour autrui dans le cadre d'une instance tenue devant un organisme juridictionnel à l'égard d'affaires concernant les lois du Canada.

Les avocats du Québec qui désirent obtenir un permis de catégorie L1 doivent faire une demande de transfert par examen en vertu du paragraphe 9 (1) du Règlement administratif n° 4, car le Québec n'a pas encore mis en œuvre l'Accord de libre circulation nationale.

EXIGENCES DE LA DEMANDE

1. Envoyez le formulaire original dûment rempli – NE PAS ENVOYER PAR TÉLÉCOPIEUR NI PAR COURRIEL

Le Barreau de l'Ontario peut vérifier tout renseignement fourni dans la présente demande et peut exiger des explications additionnelles de votre part avant de l'approuver. **Toute omission ou inexactitude dans vos réponses peut retarder le traitement de votre demande.**

Si vous n'avez pas assez d'espace pour répondre, vous pouvez utiliser une feuille séparée, la signer, la dater et l'agrafer à votre demande.

2. Envoyez une preuve de paiement ou votre paiement dans un des formats suivants :

- Un reçu de paiement par carte de crédit du magasin du Barreau au <https://store.iso.ca/licensing>. **Vous devez joindre le reçu à votre demande.**

OU

- Un chèque certifié ou mandat en monnaie canadienne, établi à l'ordre du « Barreau de l'Ontario ».

Frais de demande :	500,00 \$
TVH : 121712863 :	65,00 \$
Total :	565,00 \$

Les frais de demande ne sont ni remboursables ni transférables.

Le Barreau ne traitera pas les demandes reçues sans preuve de paiement ou sans chèque certifié ou mandat.

3. Certificat(s) de compétence :

Fournissez le ou les certificats de compétence originaux et certifiés (avec sceau), datant des 30 derniers jours, de la Chambre des notaires du Québec et de chaque Barreau dont vous êtes ou avez été membre, au Canada ou à l'étranger.

Le ou les certificats doivent être envoyés directement au Barreau de l'Ontario par l'organe de réglementation émetteur (à l'adresse ci-dessous).

REMARQUE : Vous devez fournir un ou des nouveaux certificats de compétence s'ils datent de plus de 60 jours au moment de l'approbation de la demande par le Service des plaintes et de la conformité.

4. Copie certifiée conforme de votre certificat de naissance canadien comme preuve d'âge et de nom officiel, ou copie certifiée conforme, recto verso, de votre carte de citoyenneté canadienne.

5. Vérification de casier judiciaire

Fournissez l'original d'une vérification de casier judiciaire, émis depuis 90 jours au plus par un service de police canadien (police municipale ou régionale, Police provinciale de l'Ontario ou Gendarmerie royale du Canada)

6. Deux photos couleur de format passeport prises au cours des 12 derniers mois.

7. Preuve de votre formation – relevé de notes d'une faculté de droit canadienne / certificat d'équivalence du CNÉ.

Le relevé de notes final doit indiquer le diplôme obtenu et la date d'obtention, et doit être envoyé directement par l'établissement émetteur au Service des plaintes et de la conformité.

8. Preuve d'assurance

Les requérants doivent souscrire l'assurance responsabilité professionnelle civile obligatoire exigée par le Barreau du Québec.

9. Tout autre document requis pour satisfaire aux exigences spécifiques à votre demande.

QUESTIONS ?

Veillez adresser vos questions sur l'examen et l'approbation de la présente demande au :

Service des plaintes et de la conformité

Téléphone : 416 947-3315 (demandez à être transféré)

Courriel : lsforms@lso.ca

Veillez adresser vos questions sur le Processus d'accès à la profession au :

Processus d'accès à la profession, délivrance de permis et agrément

Téléphone : 416 947-3315 (demandez à être transféré)

Courriel : licensingprocess@lso.ca

PAR LA POSTE

Veillez envoyer les originaux de votre demande et des pièces justificatives à l'adresse suivante :

**Barreau de l'Ontario, Service des plaintes et de la conformité
Osgoode Hall, 130, rue Queen Ouest, Toronto, Ontario M5H 2N6**



PARTIE A – RENSEIGNEMENTS SUR LE REQUÉRANT

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom complet :

Date de naissance (jj/mm/aaaa) :

Lieu de naissance (ville, pays) :

2. COORDONNÉES PERSONNELLES

Adresse domiciliaire (rue, ville, province, code postal) :

Téléphone :

Cellulaire :

Courriel :

3. COORDONNÉES PROFESSIONNELLES

Nom de l'employeur/de l'entreprise et adresse (rue, ville, province, code postal) :

Téléphone :

Cellulaire :

Télécopieur :

Courriel :

À quelle adresse préférez-vous être contacté(e) ? Choisissez une seule adresse :

DOMICILIAIRE OU PROFESSIONNELLE

4. RENSEIGNEMENTS – MEMBRE D’UN AUTRE ORDRE CANADIEN

Donnez le ou les noms des barreaux canadiens dont vous êtes ou avez été membre :

Nom du Barreau :

Date du permis :

Matricule de membre/de permis :

Statut :

Nom à l’admission/obtention de permis (si autre qu’à la question 1) :

Nom du Barreau :

Date du permis :

Matricule de membre/de permis :

Statut :

Nom à l’admission/obtention de permis (si autre qu’à la question 1) :

5. RENSEIGNEMENTS – MEMBRE D’UN ORDRE JURIDIQUE AUTRE QUE CANADIEN

Donnez le ou les noms des barreaux étrangers dont vous êtes ou avez été membre :

Nom du Barreau :

Date du permis :

Matricule de membre/de permis :

Statut :

Nom à l’admission/obtention de permis (si autre qu’à la question 1) :

Nom du Barreau :

Date du permis :

Matricule de membre/de permis :

Statut :

Nom à l'admission/obtention de permis (si autre qu'à la question 1) :

Un certificat de compétence original (avec sceau), datant des 30 derniers jours, de chaque Barreau dont vous êtes ou avez été membre, au Canada ou à l'étranger, **doit être envoyé directement par l'organe émetteur au :**

**Barreau de l'Ontario, Service des plaintes et de la conformité
130, rue Queen O., Toronto, Ontario, Canada M5H 2N6**

REMARQUE : Vous devez fournir un nouveau certificat de compétence s'il date de plus de 60 jours à la date anticipée d'approbation par le Service des plaintes et de la conformité.

6. PREUVE DE NOM OFFICIEL

a) Êtes-vous citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanente(e) du Canada ?

OUI NON

Si **OUI** : veuillez fournir une copie certifiée conforme de votre certificat de naissance canadien OU de votre carte de citoyenneté canadienne (recto verso).

Si **NON** : veuillez contacter le Service des plaintes et de la conformité du Barreau au 416 947-3315 avant d'envoyer votre demande.

b) Avez-vous utilisé un autre nom ou changé votre nom par ordonnance du tribunal, mariage ou autre moyen ?

OUI NON

Si **OUI** : veuillez fournir une copie certifiée conforme de votre certificat canadien de changement de nom **OU** de votre certificat canadien de mariage **OU** d'une ordonnance du tribunal.

7. DIPLÔME DE DROIT CANADIEN OU CERTIFICAT DU COMITÉ NATIONAL SUR LES ÉQUIVALENCES

Quels diplômes canadiens en droit détenez-vous ?

A) LL.B / JD (diplôme en common law)

Nom de la faculté :

LL.L / B.C.L. (diplôme en droit civil)

Nom de la faculté :

REMARQUE : Veuillez faire en sorte que votre faculté de droit canadienne envoie votre relevé de notes original directement au Service des plaintes et de la conformité.

OU

B) Répondez à (i) ou (ii) si vous avez reçu un certificat de compétences du Comité national sur les équivalences (CNÉ) fondé sur l'évaluation de votre diplôme de droit.

(i) Faculté de droit au Québec :

OU

(ii) Pays où vous avez obtenu votre diplôme de droit :

REMARQUE : Veuillez faire en sorte que le CNÉ envoie un certificat original directement au Service des plaintes et de la conformité.

PARTIE B – BONNES MŒURS

Remarque : tous les candidats doivent fournir une vérification de casier judiciaire, datant d'au plus 90 jours.

Si vous répondez « OUI » à l'une des questions suivantes, veuillez fournir tous les détails sur une feuille séparée et tous les documents pertinents, y compris les ordonnances ou les jugements

8. Faites-vous l'objet d'une poursuite pénale ou d'une poursuite pour toute autre infraction en vertu d'une loi du Canada ou d'ailleurs ?

OUI NON

9. Avez-vous déjà été reconnu(e) coupable ou condamné(e) pour une infraction en vertu d'une loi du Canada ou d'ailleurs ? Ne pas tenir compte des contraventions pour stationnement ou excès de vitesse.

OUI NON

10. Un jugement a-t-il déjà été rendu contre vous pour une infraction relative à la fraude ?

OUI NON

11. Un jugement civil pèse-t-il contre vous ?

OUI NON

12. Avez-vous déjà désobéi à l'ordonnance d'un tribunal vous enjoignant à faire un acte quelconque ou à ne pas le faire ?

OUI NON

13. Un établissement d'enseignement postsecondaire vous a-t-il déjà accusé(e) d'inconduite ou vous a-t-il déjà suspendu(e), expulsé(e) ou pénalisé(e) pour inconduite ?

OUI NON

14. Vous a-t-on déjà refusé l'admission comme étudiant(e) en droit, stagiaire ou un poste similaire dans un ordre professionnel ?

OUI NON

15. Êtes-vous ou avez-vous déjà été suspendu(e), déchu(e), censuré(e), fait l'objet d'une poursuite relative à la conduite, à la capacité ou à la compétence ou autrement fait l'objet de mesures disciplinaires dans tout ressort où vous étiez ou êtes autorisé(e) à exercer le droit ou à fournir des services juridiques ?

OUI NON

16. Êtes-vous ou avez-vous déjà été membre d'un ordre professionnel, d'un organisme de réglementation ou d'un organe directeur (autre que la Chambre ou un barreau canadien) dans un autre ressort ?

OUI NON

17. Vous a-t-on déjà refusé un permis ou une licence pour ne pas avoir satisfait aux exigences en matière de bonnes mœurs, ou un permis ou une licence vous a-t-il déjà été retiré pour cette raison ?

OUI NON

18. Faites-vous l'objet d'une poursuite ou avez-vous déjà été poursuivi(e), suspendu(e), déchu(e), censuré(e), fait l'objet d'une poursuite relative à la conduite, à la capacité ou à la compétence ou autrement fait l'objet de mesures disciplinaires d'une organisation professionnelle ?

OUI NON

19. Êtes-vous au courant d'une plainte ou d'accusations en suspens contre vous à titre professionnel qui n'ont pas encore été portées à l'attention de la Chambre ou de votre Barreau ou ordre professionnel, organisme de réglementation ou organe directeur ?

OUI NON

20. Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une réclamation d'assurance en vertu d'une police d'assurance responsabilité civile ?

OUI NON

21. Avez-vous déjà été remercié(e) d'un emploi où l'employeur a allégué un motif ?

OUI NON

22. Avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires par un employeur, ou été intimé dans une poursuite, relativement à une violation du *Code des droits de la personne* (p. ex., harcèlement sexuel, discrimination raciale) ?

OUI NON

23. Faites-vous l'objet d'une requête en faillite ou d'une cession de faillite ou d'une proposition aux créanciers en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, ou toute société ou société en nom collectif dont vous faites ou faisiez partie comme administrateur, dirigeant ou employé fait-elle l'objet d'une telle requête, dans tout ressort, ou avez-vous ou cette société été en faillite ou insolvable en vertu d'une loi ?

OUI NON

24. Existe-t-il des activités, circonstances ou conditions, autres que celles mentionnées ci-haut, qui pourraient avoir une incidence sur votre capacité à exercer le droit ?

OUI NON

PARTIE C – AUTORISATION ET DÉCLARATION

J'autorise par les présentes le Barreau de l'Ontario à faire enquête auprès de toute personne ou tout gouvernement, agent ou organe officiels, y compris notamment toute autorité policière ou universitaire, quant à mes références ou à ma réputation. Je fournirai une autorisation précise additionnelle ou une permission de divulgation pour permettre au Barreau de l'Ontario d'obtenir des renseignements sur mes références ou ma réputation.

Je comprends que si j'obtiens un permis de conseiller juridique canadien en Ontario, je peux, à ce titre, accomplir les actes suivants :

- Fournir un avis à une personne sur les lois du Québec, les lois du Canada et le droit public international.
- Choisir, rédiger, remplir ou réviser un document devant servir dans une instance tenue à l'égard d'affaires concernant les lois du Canada.
- Agir pour autrui dans le cadre d'une instance tenue devant un organisme juridictionnel à l'égard d'affaires concernant les lois du Canada.

Je comprends que si j'obtiens un permis de conseiller juridique canadien en Ontario, je dois me conformer à la *Loi sur le Barreau*, aux règlements administratifs, au *Code de déontologie* et à toute autre règle, tout règlement et obligation du Barreau de l'Ontario.

Je comprends que j'ai une obligation constante de fournir sans délai un avis par écrit de tout changement aux renseignements que j'ai fournis au Barreau de l'Ontario relativement à la présente demande. J'informerai immédiatement par écrit le Barreau de l'Ontario dès que je ne serai plus légitimement autorisé à exercer le droit dans toute autre province que l'Ontario.

Je reconnais que ma demande de permis sera réputée avoir été retirée par moi-même immédiatement si j'ometts :

- de fournir au Barreau, au moment où j'envoie ma demande remplie, tous les documents et les renseignements précisés par le Barreau sur la formule de demande à l'égard de l'exigence de bonnes mœurs ;
- de fournir au Barreau, au moment précisé par celui-ci, tous les documents et les renseignements additionnels demandés par le Barreau à l'égard de l'exigence de bonnes mœurs.

Je soussigné(e), _____, déclare solennellement que les renseignements fournis dans la présente demande ou dans tous les documents accompagnant cette demande sont véridiques, exacts et complets.

DÉCLARÉ DEVANT MOI

à _____,

le _____ jour de _____ 20____

Signature du commissaire aux affidavits :

Signature du requérant :

Imprimer le nom :

Imprimer le nom :
